

SINGTIME

Société par actions simplifiée au capital de 41.055,80 euros
Siège social : 40, avenue de la République – 75011 Paris
793 501 487 RCS Paris
(la « **Société** »)

STATUTS

MIS A JOUR

DES DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES DU 13 MAI 2025

Certifiés conformes par le Président

DocuSigned by:

83B8B0835F534D9

Représenté par Arnaud STUDER

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et par les présents statuts.

La Société peut être indifféremment unipersonnelle ou pluripersonnelle.

ARTICLE 2. OBJET

La Société a pour objet, en France et en tous autres pays :

- a) l'acquisition, la création et l'exploitation de tous fonds de commerce de restaurants, débits de boissons et activités annexes, toutes opérations, pour son propre compte, d'achat, de vente et de gestion de valeurs mobilières françaises et étrangères de toute nature et de toutes entreprises, l'achat, la souscription, la gestion, la vente, l'échange de ces valeurs et de tous droits sociaux, la prise d'intérêts et la participation directe ou indirecte dans toutes sociétés, entreprises ou fonds de commerce créés et à créer par tous moyens (par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscriptions, d'acquisitions ou d'échanges de valeurs mobilières, obligations, bons, droits ou biens sociaux, de fusions, de sociétés en participation, de groupements d'intérêt économique, ou autrement, ainsi que par comptes courants ou prêts d'associés, à court terme et long terme) ; l'acquisition et l'attribution à son profit de tous biens meubles et immeubles, l'exploitation de ces biens, leur vente et leur apport en société ; la participation à toutes opérations pour l'exploitation, la gestion et l'administration de toutes affaires ou entreprises ; l'achat, la location d'immeubles nécessaires à l'objet de la Société ;
- b) et, plus généralement, directement ou indirectement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, à cet objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires, ou pouvant être utiles à ces objets ou susceptibles d'en favoriser le développement ou la réalisation.

ARTICLE 3. DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : « **SingTime** ».

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société et destinés aux tiers, doit figurer l'indication de la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : **40, avenue de la République – 75011 Paris**.

Le transfert du siège social dans un autre lieu situé en France est décidé par le président de la Société, qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. En cas de transfert du siège social hors de France, la décision relève de la compétence d'une décision collective prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 17.

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée est prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 17.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le président doit provoquer une décision collective des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de quarante et un mille cinquante-cinq euros et quatre-vingt centimes (41.055,80 €). Il est composé d'un million six cent quarante-deux mille deux cent trente-deux (1.642.232) actions de deux centimes d'euro virgule cinq (0,025 €) de valeur nominale chacune, réparties en plusieurs catégories, dont les caractéristiques sont décrites dans les Statuts, ainsi qu'il suit :

- un million six cent quarante et un mille sept cent quatre-vingt-deux (1.641.782) actions ordinaires ;
- quatre cents (400) actions de préférence (les « **ADP E** »),
- cinquante (50) actions de préférence (les « **ADP F** »),

entièrement libérées et intégralement souscrites.

ARTICLE 7. MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés, sous réserve de l'autorisation préalable du Comité Stratégique dans les conditions définies à l'ARTICLE 15.6.3.

Les associés peuvent déléguer au président de la Société les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, une augmentation ou une réduction du capital.

Il peut être créé des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent, dans le respect des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 8. INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix du mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à une action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires, sauf répartition différente de l'exercice du droit de vote décidée entre eux et notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société.

ARTICLE 9. FORME DES ACTIONS / COMPTABILITE DES TITRES

Les actions sont nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription dans une comptabilité de titres tenue par la Société ou par un mandataire au travers d'un registre de mouvement de titres sur lequel sont enregistrés dans l'ordre chronologique les mouvements affectant les actions et de fiches individuelles pour chacun des associés faisant apparaître, par catégorie, les valeurs mobilières détenues par celui-ci à tout moment. Ces fiches individuelles peuvent être tenues de manière électronique par la Société.

Sous réserve des dispositions de l'Article 12.2, le Transfert des Titres s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, l'inscription dans le registre des mouvements de titres est faite à la date fixée par l'accord entre le cédant et le cessionnaire et notifiée à la Société conformément à l'article R. 228-10 du Code de commerce.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la Société à tout associé qui en fait la demande.

ARTICLE 10. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

10.1. Stipulations communes aux actions

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent à leur porteur aucun droit contre la Société, les associés ayant à faire leur affaire personnelle du groupement d'actions nécessaire.

10.2. Stipulations propres aux ADP E

Les ADP E sont des actions de préférence au sens de l'article L. 228-11 du Code de commerce.

Sous réserve des droits spécifiques attachés aux ADP E tel que figurant en Annexe des présentes, les ADP E jouissent des mêmes droits et obligations que les actions ordinaires.

10.3. Stipulations propres aux ADP F

Les ADP F sont des actions de préférence au sens de l'article L. 228-11 du Code de commerce.

Sous réserve des droits spécifiques attachés aux ADP F tel que figurant en Annexe des présentes, les ADP F jouissent des mêmes droits et obligations que les actions ordinaires.

ARTICLE 11. LOCATION D' ACTIONS

La location des actions de la Société est interdite.

ARTICLE 12. TRANSFERT DE TITRES

12.1. Définitions - Interprétation

Pour les besoins du présent Article :

"Titre" désigne les actions de la Société quelle qu'en soit la catégorie et tout titre donnant droit, de manière immédiate ou différée (y compris l'usufruit ou la nue-propriété d'actions de la Société), par conversion, souscription, option ou par tout autre moyen possible, à un droit financier ou à un droit de vote dans la Société, y compris, notamment, tout bon de souscription d'actions émis par la Société, ainsi que tout droit préférentiel de souscription dans le cadre d'une émission de Titres et plus généralement toute valeur visée au chapitre VIII du Titre II du Livre II du Code de commerce. Dans le cas où une société succéderait à la Société, notamment à la suite d'opérations de restructuration, fusion, apport partiel ou échange, les valeurs mobilières émises par cette société seront réputées être des Titres pour les besoins du Pacte ;

"Transfert" désigne (i) tout transfert de propriété réalisé à titre gratuit ou onéreux à quelque titre que ce soit et sous quelque forme qu'il intervienne, y compris, notamment, les transferts par voie d'apport en société, de fusion, scission, d'échange, de distribution en nature, de vente à réméré, de prêt de titres, de transferts en fiducie ou en trust (ou autres opérations semblables), de donation, de liquidation de société, de copropriété, de communauté ou de succession, par voie d'adjudication publique ou (ii) toute renonciation individuelle à un droit de souscription ou d'attribution en faveur d'une personne dénommée (étant précisé qu'une émission de Titres avec suppression de droit préférentiel de souscription à personne(s) dénommée(s) ne pourra être assimilée à un Transfert) ou (iii) tout octroi, constitution et/ou réalisation de sûreté sur les Titres. Il est précisé que l'expression **"Transfert de Titres"** comprendra aussi bien les transferts portant sur la propriété des Titres que ceux portant sur la nue-propriété, l'usufruit ou tous autres démembrements ou droits dérivant d'un Titre tels que les droits de vote ou le droit de percevoir un dividende et le verbe "Transférer" s'entendra de la même manière ;

12.2. Restriction aux Transferts de Titres

Les Transferts de Titres sont soumis au respect des stipulations du pacte conclu entre les associés de la Société (le **"Pacte"**) tel qu'en vigueur au moment du Transfert, sauf accord des parties au Pacte.

Tout Transfert réalisé en violation du Pacte sera réputé avoir été réalisé en violation des Statuts et sera donc nul conformément aux dispositions de l'article L. 227-15 du Code de commerce.

DIRECTION ET GOUVERNANCE DE LA SOCIETE

ARTICLE 13. PRESIDENCE DE LA SOCIETE

13.1. Désignation du président

La Société est dirigée par un président qui peut être soit une personne physique, soit une personne morale, associé ou non de la Société.

La personne morale président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail.

Le président est nommé et renouvelé dans ses fonctions par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 17, sous réserve de l'autorisation préalable du Comité Stratégique dans les conditions définies à l'ARTICLE 15.6.3.

13.2. Durée des fonctions du président

La durée des fonctions du président est fixée aux termes de la décision collective des associés qui le nomme ou, s'agissant du premier président, des statuts constitutifs.

Elle peut être déterminée ou indéterminée.

A défaut de précision, la durée des fonctions du président est indéterminée.

Le mandat du président est renouvelable sans limitation.

Le président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de six (6) mois lequel pourra être réduit par décision de la collectivité des associés qui aura à statuer sur son remplacement.

Les fonctions du président cessent immédiatement et de plein droit par son décès, son incapacité, sa faillite personnelle, son interdiction de gérer, sa démission (sous réserve du respect du préavis) ou sa révocation.

Les fonctions du président personne morale prennent également fin en cas d'ouverture à son encontre d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire ou en cas de dissolution amiable.

Dans les autres cas, le mandat du président prend fin à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, intervenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat du président.

La cessation de ses fonctions par le président n'entraîne pas la dissolution de la Société.

13.3. Révocation du président

Le président est révocable à tout moment et ad nutum, par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 17, sous réserve de l'autorisation préalable du Comité Stratégique dans les conditions définies à l'ARTICLE 15.6.3. Cette révocation ne peut donner lieu à indemnités ou dommages et intérêts au profit du Président.

13.4. Rémunération

Le président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions. Toute augmentation de sa rémunération globale supérieure à 5% par an devra être préalablement autorisée par décision du Comité Stratégique dans les conditions définies à l'ARTICLE 15.6.3 (Majorité Qualifiée), étant précisé que toute augmentation inférieure ou égale à 5% relève de la compétence du Comité Stratégique statuant à la majorité simple.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe et/ou variable. Elle pourra également comprendre des primes de rémunération.

En outre, le président est remboursé de ses frais raisonnables de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

13.5. Pouvoirs du président

Le président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans l'ordre interne, le président exerce ses fonctions sous réserve des pouvoirs que la loi et les statuts attribuent aux autres organes de la Société. Le président ne peut sans l'accord préalable du Comité Stratégique statuant à la Majorité Qualifiée (ou, le cas échéant, à la Majorité Renforcée) prendre au nom de la Société une décision visée à l'ARTICLE 15.6.3.

13.6. Délégation des pouvoirs du président

Le président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Le président peut à tout moment révoquer toute délégation de ses pouvoirs.

13.7. Représentation du personnel

Dans les rapports entre la Société et les représentants du personnel, le président constitue l'organe social auprès duquel ces représentants exercent le cas échéant les droits définis par les articles L. 2323-62 à L. 2323-66 du Code du travail.

Le président organise pour toutes les échéances importantes, notamment l'arrêté des comptes annuels, des réunions en présence desdits représentants et ne prend sa décision qu'après que ceux-ci aient pu s'exprimer.

ARTICLE 14. DIRECTEURS GENERAUX - DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

14.1. Désignation de directeurs généraux

La collectivité des associés peut décider de nommer un ou plusieurs directeurs généraux ou directeurs généraux délégués, personnes physiques ou morales, associés ou non de la Société.

La personne morale directeur général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination, ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Les directeurs généraux et les directeurs généraux délégués sont nommés et renouvelés par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 17, sous réserve de l'autorisation préalable du Comité Stratégique dans les conditions définies à l'ARTICLE 15.6.3.

Les directeurs généraux sont soumis aux mêmes règles en matière de responsabilité que le président de la Société.

Les directeurs généraux, personnes physiques, peuvent être également liés à la Société par un contrat de travail.

14.2. Durée des fonctions de directeur général

La durée des fonctions d'un directeur général fixée aux termes de la décision collective des associés qui le nomme.

Elle peut être déterminée ou indéterminée.

A défaut de précision, la durée des fonctions d'un directeur général est de trois (3) ans à compter de sa nomination.

Le mandat de directeur général est renouvelable sans limitation.

Un directeur général peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de six (6) mois lequel pourra être réduit par la décision collective des associés qui aura à statuer sur son remplacement.

Les fonctions de directeur général cessent immédiatement et de plein droit par son décès, son incapacité, sa faillite personnelle, son interdiction de gérer, sa démission (sous réserve du respect du préavis) ou sa révocation.

Les fonctions de directeur général personne morale prennent également fin, en cas d'ouverture à son encontre d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire ou en cas de dissolution amiable.

Dans les autres cas, le mandat de directeur général prend fin à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, intervenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit directeur général.

14.3. Rémunération des directeurs généraux

Chaque directeur général peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision du Comité Stratégique dans les conditions définies à l'ARTICLE 15.6.3 (Majorité Qualifiée).

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe et/ou variable. Elle pourra également comprendre des primes de rémunération.

En outre, chaque directeur général est remboursé de ses frais raisonnables de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

14.4. Révocation des directeurs généraux

Chaque directeur général est révocable à tout moment, *ad nutum*, par voie de décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 17, sous réserve de l'autorisation préalable du Comité Stratégique dans les conditions définies à l'ARTICLE 15.6.3. Cette révocation ne peut donner lieu à indemnités ou dommages et intérêts au profit du directeur général.

14.5. Pouvoirs des directeurs généraux

Chaque directeur général est investi du même pouvoir de représentation de la Société à l'égard des tiers que celui du président.

Chaque directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes d'un directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans l'ordre interne, chaque directeur général exerce ses fonctions sous réserve des pouvoirs que la loi et les statuts attribuent aux autres organes de la Société. Le directeur général ne peut sans l'accord préalable du Comité Stratégique statuant à la Majorité Qualifiée (ou, le cas échéant, à la Majorité Renforcée) prendre au nom de la Société une décision visée à l'ARTICLE 15.6.3.

Le présent ARTICLE 14 s'applique *mutatis mutandis* à tout directeur général délégué.

ARTICLE 15. COMITE STRATEGIQUE

15.1. Organisation générale

La Société est dotée d'un comité stratégique (le « **Comité Stratégique** »), dont la composition, les modalités de fonctionnement et les pouvoirs sont définis au présent article, dans le respect de toute convention extrastatutaire le cas échéant conclue entre associés.

15.2. Composition

(a) Membres - Nomination - Le Comité Stratégique est composé de deux (2) membres au moins et de cinq (5) membres au plus (les « **Membres du Comité Stratégique** »).

Les Membres du Comité Stratégique sont nommés par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 17.

Le président de la Société est membre de droit du Comité Stratégique.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges, le Comité Stratégique peut, entre deux décisions collectives des associés délibérant sur les comptes sociaux de l'exercice, procéder à des nominations à titre provisoire. Les nominations provisoires effectuées par le Comité Stratégique sont soumises à ratification de la prochaine décision collective ordinaire des associés. Le Membre du Comité Stratégique nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

(b) Personnes physiques ou morales - Les Membres du Comité Stratégique peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales, associées ou non. Lorsqu'une personne morale est nommée Membre du Comité Stratégique, elle exerce ses fonctions par l'entremise de son représentant légal ou d'un représentant permanent qu'elle nomme à cet effet et qu'elle peut remplacer à tout moment.

(c) Durée des fonctions - Révocation - Les Membres du Comité Stratégique sont nommés pour une durée indéterminée. Les Membres du Comité Stratégique sont toujours rééligibles.

Sous réserve des stipulations du Pacte, les Membres du Comité Stratégique peuvent être révoqués à tout moment, *ad nutum*, sans préavis ni indemnité, par décision collective des associés prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 17.

Les fonctions des Membres du Comité Stratégique prennent également fin par la démission, l'interdiction de gérer une société, et (i) pour les personnes physiques, par le décès ou l'incapacité, ou (ii) s'agissant de personnes morales, le terme, la dissolution et la mise en liquidation judiciaire.

15.3. Statut des Membres du Comité Stratégique

(a) Rémunération - Sauf rémunérations exceptionnelles pour des missions qui leur seraient confiées, les Membres du Comité Stratégique ne sont pas rémunérés.

(b) Frais - Les frais externes et débours raisonnablement encourus par les Membres du Comité Stratégique dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, sont remboursés au Membre du Comité Stratégique concerné sur présentation des justificatifs correspondants.

(c) Contrat de travail - La rémunération éventuelle d'un Membre du Comité Stratégique est indépendante de celle résultant des autres fonctions et du contrat de travail ou de tout autre contrat conclu avec la Société dont il peut bénéficier le cas échéant. Un Membre du Comité Stratégique peut conclure avec la Société un contrat de travail, à condition que ce contrat corresponde à un emploi réel.

Un salarié de la Société peut être nommé Membre du Comité Stratégique. Son contrat de travail doit correspondre à un emploi réel et distinct de celui de Membre du Comité Stratégique. La révocation de ses fonctions de Membre du Comité Stratégique n'a pas pour effet de résilier son contrat de travail.

15.4. Organisation du Comité Stratégique

(a) Organe collégial - Le Comité Stratégique est un organe collégial composé de plusieurs Membres du Comité Stratégique prenant les décisions de sa compétence.

(b) Présidence du Comité Stratégique - Le Comité Stratégique élit son président parmi ses membres. Celui-ci peut être le président de la Société.

Le président du Comité Stratégique organise et dirige les travaux du Comité Stratégique. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les Membres du Comité Stratégique sont en mesure de remplir leur mission.

Le président du Comité Stratégique exerce ses fonctions pendant la durée décidée par le Comité Stratégique lors de sa nomination. Son mandat de président du Comité Stratégique peut toujours être renouvelé. Si aucune décision de renouvellement, de révocation ou de remplacement n'est prise, le président du Comité Stratégique est réputé avoir été réélu pour la durée de son mandat venant à expiration. Il est révocable à tout moment et *ad nutum*, sans préavis ni indemnité, par décision du Comité Stratégique.

(c) Comités - Le Comité Stratégique peut constituer tout comité.

15.5. Délibérations du Comité Stratégique

(a) Réunions - Conférences - Actes écrits - Les Membres du Comité Stratégique se réunissent, soit au siège social, soit en tout autre endroit en France ou à l'étranger, aussi souvent que l'intérêt de la Société ou les dispositions légales l'exigent, et au moins une fois par trimestre.

Les délibérations du Comité Stratégique peuvent être également prises, au choix du président du Comité Stratégique, en consultation par voie de conférence téléphonique, vidéo, consultation écrite ou électronique ou par la signature par tous les Membres du Comité Stratégique d'un acte unanime.

(b) Convocation - Les Membres du Comité Stratégique sont convoqués aux séances du Comité Stratégique par le président du Comité Stratégique ou à l'initiative conjointe de deux Membres du Comité Stratégique en fonction.

Quel que soit le mode de délibération, la convocation doit être faite par tout moyen de communication écrite et, notamment, par voie de courrier électronique, au moins cinq (5) jours avant la date de la délibération du Comité Stratégique. Aucun préavis de convocation n'est requis lorsque tous les Membres du Comité Stratégique participent à la délibération ou en cas de nécessité, après accord préalable de tous les Membres du Comité Stratégique.

(c) Ordre du jour - L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, le Comité Stratégique peut valablement délibérer sur des sujets qui ne figurent pas dans l'ordre du jour sous réserve que l'unanimité des membres du Comité Stratégique soient présents ou représentés.

(d) Présidence des séances - Les séances du Comité Stratégique sont présidées par le président du Comité Stratégique, ou, à défaut, par un Membre du Comité Stratégique choisi par le Comité Stratégique au début de la séance.

(e) Quorum - Participation - Le Comité Stratégique peut valablement délibérer si la moitié au moins des Membres du Comité Stratégique participent à la délibération du Comité Stratégique. Si durant deux réunions successives ayant un ordre du jour identique, séparées d'au moins dix (10) jours, ce quorum n'a pu être réuni, le Comité Stratégique pourra délibérer sans condition de quorum au cours d'une troisième réunion sur le même ordre du jour.

La participation d'un Membre du Comité Stratégique à une réunion résulte soit de sa présence, soit de sa participation par conférence téléphonique ou vidéo conférence, soit de sa représentation, étant précisé que les Membres du Comité Stratégique ne peuvent être représentés que par un seul autre Membre du Comité Stratégique, auquel il a donné pouvoir à cet effet. En cas de consultation écrite, électronique ou par signature d'un acte unanime, la participation résulte de la réponse à la consultation ou de la signature de l'acte, selon le cas.

(f) Majorité – Conformément aux stipulations du Pacte, les décisions sont prises à la majorité simple des voix des Membres du Comité Stratégique participants, étant précisé qu'en cas d'égalité de voix, le président du Comité Stratégique dispose d'une voix prépondérante. Par exception :

- les décisions visées à l'ARTICLE 15.6.3 sont adoptées à la majorité des 3/4 des Membres du Comité Stratégique participant à la réunion, étant précisé que pour ces décisions le président du Comité Stratégique n'aura pas de voix prépondérante (la « **Majorité Qualifiée** »),
- certaines décisions visées à l'ARTICLE 15.6.3 sont adoptées à la majorité des 4/5 des Membres du Comité Stratégique participant à la réunion, étant précisé que pour ces décisions le président du Comité Stratégique n'aura pas de voix prépondérante (la « **Majorité Renforcée** »).

(g) Procès-verbaux - Registre - Les délibérations du Comité Stratégique sont constatées par des procès-verbaux signés par le président du Comité Stratégique et par au moins un Membre du Comité Stratégique ayant participé aux délibérations. Ces procès-verbaux sont diffusés aux Membres du Comité Stratégique par courrier, télécopie ou e-mail dès que possible après les réunions et au plus tard dans les dix (10) jours de la date de la réunion concernée. Les procès-verbaux sont classés par ordre chronologique et conservés dans un registre spécial, qui peut être tenu sous forme électronique, ou sur feuillets mobiles.

15.6. Missions et pouvoirs du Comité Stratégique

15.6.1. Administration de la Société

(a) Pouvoir - Le Comité Stratégique assure la supervision de la gestion de la Société par le président et, le cas échéant, les directeurs généraux. Sous réserve des pouvoirs expressément réservés aux associés et au président et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

(b) Autres pouvoirs de décision spécifiques - En complément des pouvoirs visés ci-dessus et dans les autres articles des Statuts, le Comité Stratégique autorise les opérations visées à l'ARTICLE 15.6.3 des Statuts.

15.6.2. *Information et contrôle*

(a) Information - Chaque Membre du Comité Stratégique reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Il peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

(b) Confidentialité – Chacun des Membres du Comité Stratégique s'engage à observer la plus grande discrétion concernant les informations communiquées dans le cadre du Comité Stratégique.

15.6.3. *Opérations soumises à l'autorisation préalable du Comité Stratégique*

Les opérations et décisions suivantes, concernant la Société ou l'une quelconque de ses filiales, ne peuvent être décidées par le président (ou les directeurs généraux, délégués ou non) ou les associés qu'après obtention de l'autorisation préalable du Comité Stratégique, statuant à la Majorité Qualifiée, dans le respect de toute convention extrastatutaire le cas échéant conclue entre les associés :

- (i) Approbation ou modification du budget annuel incluant notamment les investissements et les désinvestissements ainsi que le plan de financement y afférent,
- (ii) Arrêté des comptes sociaux et consolidés, le cas échéant,
- (iii) Toute dépense non individualisée au budget annuel excédant un montant de 100.000 euros HT,
- (iv) Acquisition ou cession de toute filiale ou fonds de commerce ayant une valeur supérieure à 100.000 euros ou ouverture d'une boutique, d'une filiale ou d'une activité dans un nouveau pays (sauf opérations individualisées dans le budget annuel),
- (v) Autorisation de l'acquisition, du transfert, de la location, la mise en location ou le nantissement de tout actif immobilisé corporel ou incorporel, non prévu au budget annuel de manière individualisée, pour une valeur excédant 100.000 euros HT,
- (vi) Ouverture de toute nouvelle ligne de produits (hors food & beverage),
- (vii) Nomination et révocation du Président et, le cas échéant, des Directeurs Généraux, définition et/ou modification des termes et conditions d'exercice de leurs mandats,
- (viii) Augmentation supérieure à 5% par an de la rémunération globale du Président,
- (ix) Décisions relatives à toute embauche ou révocation/licenciement d'un cadre de direction ou d'un salarié dont le salaire annuel brut (variable compris) excède 75.000 euros et toute modification de leur rémunération ou octroi d'indemnité,
- (x) Autorisation de la conclusion, la modification ou la résiliation de contrats (i) dont le montant cumulé des charges ou produits excède 100.000 euros HT et (ii) non individualisés au budget annuel,

- (xi) Création de toute nouvelle activité contribuant pour plus de 150.000 euros au chiffre d'affaires ou pour plus de 100.000 euros au bénéfice annuel ou impliquant des investissements annuels de plus de 100.000 euros,
- (xii) Octroi d'avaux, sûretés ou garanties par la Société, sauf pour l'exécution d'une opération soumise à autorisation
- (xiii) Autorisation donnée à un associé de nantir ses titres,
- (xiv) Autorisation de la signature de toute transaction mettant fin à un litige en matière sociale pour un montant global supérieur à 100.000 euros ou tout autre litige judiciaire ou arbitral pour un montant global supérieur ou égal à 100.000 euros, décider d'initier un litige dont l'enjeu financier est supérieur à 100.000 euros,
- (xv) Conclusion et modification de toute convention visée à l'article L. 227-10 du Code de commerce (en ce compris les conventions courantes conclues à des conditions normales),
- (xvi) Opérations sur le capital, fonds propres, quasi fonds propres (en ce compris toute augmentation de capital, fusion, scission, apport partiels d'actifs, distributions de dividendes ou de réserves ou primes),
- (xvii) Mise en place ou modification de plan d'actions gratuites, de participations, intéressement ou équivalent (sauf s'ils ont été approuvés de manière détaillée dans le cadre du budget annuel), sous réserve des stipulations du Pacte,
- (xviii) Attribution de tout bon de souscription de parts de créateur d'entreprise à un salarié ou mandataire social de la Société,
- (xix) Souscription d'un endettement financier supérieur à 100.000 euros et modifications significatives des termes et conditions de tout endettement financier (sauf si déjà approuvé de manière détaillée dans le budget annuel),
- (xx) Émission de tout emprunt obligataire,
- (xxi) Exercice des droits de vote attachés aux valeurs mobilières émises par les filiales,
- (xxii) Ouverture du capital de la Société ou d'une filiale à tout tiers,
- (xxiii) Toute modification des Statuts qui pourrait être préjudiciable aux droits et aux intérêts de tout associé, sous réserve des stipulations du Pacte, telle que notamment toute décision relative au transfert du siège social de la Société hors de France et en ce compris toute création d'actions de préférence de nouvelle catégorie et toute modification des termes et conditions des ADP E et en particulier la modification du Taux de Rendement Contractuel et la fixation des critères ESG (tel que ces termes sont définis dans les termes et conditions des ADP E, en Annexe des présents Statuts), et toute décision relative à la transformation de la Société en une autre forme,
- (xxiv) Toute modification de la convention de mandat social conclue entre la Société et le Président,

(xxv) Toute dérogation aux engagements d'exclusivité pris par le fondateur.

Il est précisé que dans le cas où les décisions (i) à (xxv) qui relèveraient de la compétence de la collectivité des associés, seraient adoptées à l'unanimité des associés, l'autorisation préalable du Comité Stratégique sera réputée avoir été obtenue.

Afin de tenir compte de l'évolution de la Société, les limites en montant ou en valeur indiquées ci-dessus pourront être révisées par décision du Comité Stratégique prise à la Majorité Qualifiée. Le cas échéant, le président de la Société est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Il est en tant que de besoin précisé que les dispositions du présent article ne dispensent pas d'un quelconque vote de la collectivité des associés exigé par la loi ou aux termes des présents statuts, mais s'y ajoutent.

Nonobstant ce qui précède, les opérations et décisions suivantes, concernant la Société ou l'une quelconque de ses filiales, ne peuvent être décidées par le président (ou les directeurs généraux, délégués ou non) ou les associés qu'après obtention de l'autorisation préalable du Comité Stratégique, statuant à la Majorité Renforcée, dans le respect de toute convention extrastatutaire le cas échéant conclue entre les associés :

- (i) Cession de tout actif ou fonds de commerce du groupe au 28 juillet 2022 et ayant une valeur cumulée ou individuelle supérieure, sur un exercice considéré, à 1.000.000 euros,
- (ii) Décisions relatives à toute embauche ou révocation/licenciement d'un cadre de direction ou d'un salarié dont le salaire annuel brut (variable compris) excède 100.000 euros et toute modification de leur rémunération ou octroi d'indemnité,
- (iii) Octroi d'avals, sûreté ou garanties par la Société supplémentaires représentant un engagement supérieur à 1.000.000 euros sur une base annuelle cumulée ou individuelle, mais uniquement dans la mesure où ceux-ci sont consenties sur ou pour des actifs du groupe au 28 juillet 2022,
- (iv) Conclusion et modification de toute convention visée à l'article L. 227-10 du Code de commerce (en ce compris les conventions courantes conclues à des conditions normales),
- (v) Modification du capital social de la Société ou ses filiales (en ce compris toute augmentation de capital, fusion, scission, apport partiel d'actifs, distributions de dividendes ou de réserves ou primes),
- (vi) Souscription d'un endettement financier annuellement supérieur à 100.000 euros et modifications significatives des termes et conditions de tout endettement financier (sauf si déjà prévu dans le Budget Annuel et à l'exception de l'endettement financier pouvant aller jusqu'à 4.000.000 euros prévu au business plan, et sous réserve de son utilisation pour l'ouverture du second site de Londres ou tout autre site qui serait validé par le Comité Stratégique),
- (vii) Émission de tout emprunt obligataire,

- (viii) Toute modification des Statuts qui pourrait être préjudiciable aux droits et aux intérêts du titulaire des ADP E, telle que notamment toute décision relative à la transformation de la Société en une autre forme, toute création d'actions de préférence de nouvelle catégorie et toute modification des termes et conditions des ADP E ou des ADP E 2025 et en particulier la modification du Taux de Rendement Contractuel ADP E ou du Rendement Contractuel ADP E 2025 et la fixation des critères ESG (tel que ces termes sont définis dans les termes et conditions des ADP E et des ADP E 2025, en Annexe des présents Statuts),
- (ix) Modification de la forme juridique de la Société,
- (x) Toute dérogation aux engagements d'exclusivité pris par le fondateur.

(c) Limitation des pouvoirs du président de la Société et des directeurs généraux - Dans l'ordre interne à la Société, non opposable aux tiers, le Président et tout directeur général (délégué ou non) doivent consulter et demander son autorisation au Comité Stratégique, donnée dans les conditions prévues au présent ARTICLE 15.6.3, avant de prendre toute décision, réaliser toute opération ou action, passer tout acte ou conclure toute convention pour le compte de la Société dans les domaines visés au paragraphe précédent.

(d) Modalité d'obtention de l'autorisation préalable du Comité Stratégique pour les décisions visées à l'ARTICLE 15.6.3 - L'autorisation préalable du Comité Stratégique aux décisions visées au présent ARTICLE 15.6.3 peut être valablement obtenue, sans qu'il soit besoin de tenir une réunion physique du Comité Stratégique, par la réponse expresse et écrite des membres du Comité Stratégique, qui peut être obtenue par tout moyen écrit, notamment par voie de courrier électronique, dans le respect des conditions de quorum et de majorité définies au présent ARTICLE 14.

ARTICLE 16. AUTRES COMITÉS

Sur proposition du président ou d'un directeur général, les associés, statuant par voie de décision collective prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 17, et après avoir obtenu l'autorisation préalable du Comité Stratégique dans les conditions prévues au présent ARTICLE 15.6.3, peuvent décider de la création d'un ou plusieurs autres comités chargés, soit d'étudier toutes questions sur lesquelles il souhaiterait recueillir un avis, soit de l'assister dans la surveillance de la gestion de la Société.

La décision par laquelle la collectivité des associés décide de créer un comité fixera en particulier les règles du comité, et notamment sa composition, le statut de ses membres, ses attributions, les conditions de son fonctionnement, les modalités de quorum et de vote ainsi que les relations de ce comité avec les autres organes de la Société.

Cette décision fixe en outre la dénomination dudit comité (telle que, à titre d'exemples seulement, comité d'investissement, comité de rémunération, etc.).

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 17. DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

17.1. Principes

17.1.1. Typologie des décisions collectives

Sauf s'il en est autrement disposé par les présents statuts, les associés s'expriment collectivement par voie de décision ordinaire, extraordinaire ou unanime, selon leurs champs respectifs d'application tels que définis ci-après.

Les Parties précisent en tant que de besoin que les décisions visées à l'Article 15.6.3 des présents statuts et relevant également de la compétence des décisions collectives des associés ne pourront être adoptées par la collectivité des associés que sous réserve de l'autorisation préalable du Comité Stratégique dans les conditions de l'Article 15.6.3.

Les pouvoirs qui sont dévolus à la collectivité des associés dans le cadre de la Société pluripersonnelle sont exercés par l'associé unique lorsque la Société est unipersonnelle.

17.1.2. Quorum

Les décisions ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le tiers des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié des actions ayant le droit de vote et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à la réunion par des moyens de conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication à distance dont la nature et les conditions d'application sont fixées, le cas échéant, par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

17.1.3. Majorité

Les décisions ordinaires sont valablement prises à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents et représentés.

Les décisions extraordinaires sont valablement prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents et représentés.

Les décisions unanimes sont prises avec l'accord de tous les associés.

17.2. Champ d'application des décisions collectives

17.2.1. Décisions ordinaires

Sans préjudice des dispositions de l'Article 15.6.3, sont prises par voie de décision ordinaire, les décisions relatives :

- au transfert du siège social de la Société hors de France ;
- à l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat, au versement de dividendes, ou d'acomptes sur dividendes et à la distribution de réserves ;
- à l'approbation de toute convention réglementée ;
- à la nomination, au renouvellement, à la révocation et au remplacement du Président, des Directeurs Généraux et des membres du Comité Stratégique ;
- à la nomination, au renouvellement ou au remplacement des Commissaires aux comptes ;
- à l'émission par la Société ou l'une de ses filiales de valeurs mobilières, simples ou composées, donnant accès ou pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital social ;
- à l'émission par la Société ou l'une de ses filiales d'un emprunt obligataire ;
- à la réduction ou l'amortissement du capital social ;
- à la transformation de la Société en une autre forme ;
- à la fusion, la scission ou l'apport partiel d'actifs de la Société ;
- à la cession ou la mise en location-gérance par la Société de son fonds de commerce ;
- à la création de comités statutaires en application de l'ARTICLE 15 des statuts ;
- à toute décision emportant modification des statuts de la Société et ne rentrant pas expressément dans le champ de compétence des décisions unanimes ou ne relevant pas de la compétence du président ;
- à l'introduction en bourse de la Société, que ce soit sur un marché réglementé ou non ; et
- à la dissolution anticipée et la liquidation de la Société.

17.2.2. Décisions unanimes

Sont prises par voie de décision unanime, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires visées aux articles L. 227-13, L. 227-16 et L. 227-17 du Code de commerce ainsi que toute décision ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un associé.

17.2.3. Autres décisions

Sans préjudice des dispositions de l'Article 15.6.3 et sauf indication contraire des statuts, toute autre décision relève de la compétence du président et, le cas échéant, du ou des directeurs généraux.

17.3. Assemblées spéciales

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou d'actions d'une catégorie déterminée.

Les décisions des assemblées spéciales ne sont valablement adoptées que si les titulaires présents et représentés possèdent au moins sur première convocation, le tiers, et sur deuxième convocation, le cinquième des titres ayant le droit de vote et dont il est envisagé de modifier les droits. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième décision peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée et il est toujours nécessaire que le quorum du cinquième soit atteint.

Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les titulaires présents ou représentés.

17.4. Modalités de consultation des associés

17.4.1. Dispositions applicables à tous les modes de consultation

Les décisions collectives des associés sont provoquées aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige à l'initiative, soit du président, soit d'un directeur général, soit par un ou plusieurs associés disposant de plus de 5% des droits de vote de la Société. Dans ce dernier cas, le Président, s'il n'est pas associé, est avisé de la même façon que les associés.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et, sous réserve de l'existence éventuelle d'actions à droit de vote multiple, dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter, pour la prise des décisions collectives, par toute personne de son choix, associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au président.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant un ordre du jour, le texte des projets résolutions envisagées et tous documents et informations permettant à la collectivité des associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Sauf cas exceptionnel ou urgence, cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant huit (8) jours au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2323-67 du Code du travail, en cas d'urgence, les représentants du personnel peuvent demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés. Ils peuvent également requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées.

S'il y a lieu, deux membres du comité social et économique, désignés par le comité et appartenant l'un à la catégorie des cadres techniciens et agents de maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers, ou les personnes mentionnées aux articles L. 2323-64 et L. 2323-65 du Code du travail peuvent assister aux assemblées générales. Ils sont entendus, à leur demande, lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des associés.

17.4.2. Assemblées Générales

La consultation des associés peut s'effectuer en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, qui devra avoir été adressée à chacun des associés au plus tard huit (8) jours avant la tenue de l'assemblée, par tout moyen de communication écrite et, notamment, par voie de courrier électronique avec confirmation de lecture, à l'exception toutefois de toute convocation effectuée pendant les mois de juillet ou août, qui devra être adressée à chacun des associés au plus tard quinze (15) jours avant la tenue de l'assemblée.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale sans délai et peut prendre toute décision sur toutes questions, indépendamment de tout ordre du jour.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence signée par les associés présents ou leur représentant et par le président de séance.

17.4.3. Visioconférence – Vote électronique

Les associés peuvent participer aux assemblées générales et délibérer par voie de visioconférence, sous réserve que les moyens utilisés satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue, ou voter par tous moyens de télécommunication et télétransmission, y compris Internet dans les conditions prévues par la réglementation applicable au moment de son utilisation.

Ceux des associés qui utilisent à cette fin, dans les délais exigés, le formulaire électronique de vote proposé sur le site Internet mis en place par le centralisateur de l'assemblée sont assimilés aux associés présents ou représentés.

La saisie et la signature du formulaire électronique peuvent être directement effectuées sur ce site par tout procédé arrêté par le président et répondant aux conditions définies à la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1316-4 du Code civil (à savoir l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant le lien de la signature avec le formulaire) pouvant notamment constituer un identifiant et un mot de passe.

La procuration ou le vote ainsi exprimés avant l'assemblée par ce moyen électronique, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous, étant précisé qu'en cas de cession de titres intervenant avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant cette date et cette heure.

17.4.4. Consultation écrite

Lorsqu'une décision collective est prise par consultation écrite, le texte des résolutions proposées accompagné du bulletin de vote est adressé par le président ou par l'auteur de la convocation à chaque associé par lettre recommandée avec accusé de réception, télécopie ou courrier électronique.

Les associés disposent d'un délai de dix (10) jours suivant la réception de cette consultation pour compléter et adresser, par tout moyen de communication écrite y compris par voie de courrier électronique ou télécopie, au président le bulletin de vote, daté et signé, en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Tout associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé les résolutions proposées.

Pendant le délai de réponse, tout associé peut exiger du président toutes explications complémentaires.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

17.4.5. Acte sous seing privé

Toute décision collective, quel que soit son objet (y compris toute décision collective relative à l'approbation des comptes annuels), peut résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés, étant précisé qu'un associé peut se faire représenter pour la signature de tout acte sous seing privé par toute personne de son choix, associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au président.

17.5. Tenue des assemblées

17.5.1. Pouvoirs

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité dès lors que ses actions sont libérées des versements exigibles et inscrites en compte à son nom.

Tout associé peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation.

17.5.2. Réunion des associés - Constitution du bureau

Les assemblées générales sont présidées par le président de la Société ou, en son absence, par un directeur général.

En cas de convocation par le ou les commissaires aux comptes, ou par un mandataire de justice, ou par un ou plusieurs associés, l'assemblée générale est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut l'assemblée élit elle-même son président.

17.5.3. *Procès-verbaux*

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, qui peut être tenu sous forme électronique, ou sur feuillets mobiles.

Ils sont signés par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations (en cas de réunion d'une assemblée, ces informations relatives à l'identité des associés et autres personnes présentes figurent uniquement sur la feuille de présence de l'assemblée), l'ordre du jour ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, un directeur général ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

En cas de visioconférence, le président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un procès-verbal des délibérations de la séance portant, le cas échéant, mention de la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à une visioconférence lorsqu'il a perturbé le déroulement de la séance. Le président adresse aux associés, ou met à leur disposition, dans les meilleurs délais un exemplaire du procès-verbal par tout procédé de communication. Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

COMPTES SOCIAUX / AFFECTATION DU RESULTAT

ARTICLE 18. EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 19. COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments de l'actif et du passif et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit le rapport de gestion qui comporte les indications prévues à l'article L. 232-1 du Code de commerce.

Le président établit également, le cas échéant, (i) les comptes consolidés et le rapport de gestion du groupe, et (ii) les documents de gestion prévisionnelle, dans le respect des délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant par décision prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 17, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 20. AFFECTATION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social, il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice distribuable, la collectivité des associés peut décider l'affectation de toutes sommes qu'elle juge à propos au compte de report à nouveau ou à tous comptes de réserves générales ou spéciales.

En outre, la collectivité des associés peut, après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives : en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes ou des acomptes sur dividendes sont fixées par la décision collective des associés ou l'associé unique. La mise en paiement des dividendes en espèces doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle, en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les pertes, s'il en existe, sont affectées au compte de report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou ultérieurs, jusqu'à extinction.

ARTICLE 21. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent, par décision prise dans les conditions définies à l'ARTICLE 17, nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes. Cette désignation devient obligatoire lorsque la Société remplit les conditions déterminées par le Code de commerce.

Lorsque les commissaires aux comptes sont nommés, le contrôle de la Société est exercé dans les conditions fixées par la loi et les règlements.

Chaque commissaire aux comptes titulaire et suppléant est nommé pour une durée de six (6) exercices. Ses fonctions expirent à l'issue de la décision collective des associés statuant sur les comptes du sixième exercice.

ARTICLE 22. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET LES DIRIGEANTS

La conclusion de toute convention visée à l'article L227-10 du Code de commerce, en ce compris les conventions courantes conclues à des conditions normales, doit préalablement avoir été autorisée par décision du Comité Stratégique dans les conditions définies à l'ARTICLE 15.6.3.

Si la Société est dotée d'un commissaire aux comptes, le président de la Société doit l'aviser des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et lui-même, les autres dirigeants, les associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Le président de la Société doit informer le commissaire aux comptes dans le délai d'un (1) mois à compter de la conclusion de ces conventions. Le commissaire aux comptes présente aux associés, lors de l'approbation des comptes annuels, un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport, cette délibération étant mentionnée dans le registre des décisions.

Si la Société n'est pas dotée de commissaire aux comptes, le rapport visé au paragraphe qui précède est établi par le président de la Société.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement pour le président de la Société, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant ces conventions doivent être communiquées au Commissaire aux comptes si la Société en est dotée, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties.

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 23. CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 24. DISSOLUTION - LIQUIDATION

La dissolution met fin aux fonctions du président, des directeurs généraux et des autres organes sociaux, le cas échéant, le mandat des commissaires aux comptes peut être maintenu.

Les associés conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers. Cette transmission est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Si la Société comprend un seul associé personne physique ou au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La décision collective des associés qui prononce la dissolution règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de sa liquidation, jusqu'à clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "société en liquidation" ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à clôture de la liquidation.

Sous réserve des droits spécifiques attachés aux ADP E et aux ADP F tel que figurant en Annexe des présentes, le boni de liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social et dans le respect de leurs accords.

ARTICLE 25. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les associés, le président ou le liquidateur, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du ressort du siège social de la Société.

Annexe**Termes et conditions des ADP E et des ADP F**

Les termes commençant par une majuscule non définis aux présentes ont le sens qui leur est donné ci-dessous :

Boni	désigne, dans le cadre d'une Liquidation, le produit de Liquidation disponible après extinction du passif, paiement des frais de Liquidation mais, de convention entre associés et pour les besoins des règles de répartition précisées aux présentes, avant remboursement de la valeur nominale des actions.
BSPCE Manager	désigne les 60 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise de la Société en circulation et dont l'attribution a été autorisée par l'assemblée générale des associés de la Société en date des 15 février 2018 et 31 mai 2024, et donnant droit, sur exercice, à un nombre maximum de 54.000 actions ordinaires nouvelles de la Société (sous réserve des ajustements arithmétiques pour tenir compte de tout regroupement ou division de la valeur nominale des actions de la Société (ou autres opérations équivalentes) qui surviendrait postérieurement à la Date de Réalisation).
Capital Dilué de Référence	désigne les 1.641.782 actions ordinaires de la Société, augmenté du nombre d'actions ordinaires de la Société (i) résultant de l'exercice des BSPCE Manager en circulation à la date de Liquidité ou (ii) émises postérieurement à la Date de Réalisation, à l'exclusion des actions émises au titre d'une Emission Dilutive Qualifiée, étant précisé que le nombre d'actions fera l'objet d'un ajustement en cas d'échange d'actions, de modification de la valeur nominale des actions ou de toute opération assimilable intervenant postérieurement à la Date de Réalisation.
Cession de Contrôle	désigne toute opération, notamment de Transfert de Titres à un Tiers (tels que ces termes sont définis dans le Pacte) à la suite de laquelle Monsieur Arnaud Studer et les Investisseurs Minoritaires (tel que ce terme est défini dans le Pacte) détiendraient ensemble, directement ou indirectement, moins de 50,01% du capital ou des droits de vote de la Société.
Cession Industrielle	désigne tout Transfert de Titres au profit de : - toute Entité autre qu'un investisseur financier ; ou - tout investisseur financier qui Contrôlerait une Entité exerçant, directement ou au travers de toute Société Liée, toute activité concurrente de l'Activité,

	(tels que ces termes sont définis dans le Pacte).
Contrôle	a le sens donné à ces termes à l'article L. 233-3 I 1° du Code de commerce. Les termes « Contrôlé » et « Contrôlant » sont entendus par référence à la notion ainsi définie de Contrôle.
Convention d'Assistance	Désigne la convention de prestations de services conclue entre la Société et la société Expérience Capital Management (814 970 687 RCS Paris) le 15 février 2018 et amendée le 26 janvier 2022.
Date de Réalisation	désigne la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire par voie d'émission des ADP E décidée par la collectivité des associés le 28 juillet 2022, soit à la date du certificat émis par le dépositaire des fonds dans le cadre de ladite augmentation de capital conformément à l'article L. 225-146 du Code de commerce, soit le 28 juillet 2022.
Date de Réalisation 2025	désigne la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire par voie d'émission des ADP F décidée par la collectivité des associés le 13 mai 2025, soit à la date du certificat émis par le dépositaire des fonds dans le cadre de ladite augmentation de capital conformément à l'article L. 225-146 du Code de commerce.
EBITDA Ajusté	désigne, pour l'exercice social concerné (sur la base des comptes consolidés de la Société au 31 décembre, audités et approuvés par la collectivité des associés de la Société), la différence entre : (1) la somme : (a) du résultat d'exploitation consolidé (après réintégration des loyers des crédits-baux et des management fees payés à l'Investisseur) ; (b) des dotations nettes aux amortissements ; (c) des dotations nettes aux provisions ; et (2) le montant de la participation et de l'intéressement des salariés de la Société. Il conviendra : (i) d'intégrer à l'EBITDA Ajusté tous les éléments relatifs à l'activité récurrente normale de la Société dont les dépréciations des créances clients si celles-ci ont un caractère récurrent ; (ii) de neutraliser de l'EBITDA Ajusté tous les éléments relatifs à l'activité non récurrente et aux capex (neutralisation du CIR si enregistré en subvention exploitation, neutralisation des produits de cession d'immobilisation dans le cas où ces éléments seraient inclus dans l'EBITDA consolidé ajusté). Le périmètre des sociétés consolidées évoluera en fonction du développement du Groupe.

	Les écarts de taux de change ne seront inclus dans l'EBITDA Ajusté que s'il s'agit d'écarts de taux de change sur fournisseurs ou clients d'exploitation (hors capex). Un exemple de calcul d'EBITDA Ajusté sur la base des comptes consolidés audités 2021 sera annexé en septembre ou octobre 2022.
EBITDA Ajusté Minimum	désigne un EBITDA Ajusté supérieur à 4.000.000 euros.
Emission Dilutive Qualifiée	désigne une émission de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société (à l'exception de l'émission d'options de souscription d'actions, de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, de bons de souscription d'actions (ou de l'émission d'actions résultant de l'exercice de ces bons) ou d'actions gratuites qui seraient attribués à des salariés ou dirigeants de la Société ou de ses Filiales) : - réalisée sur la base d'un prix de souscription supérieur à 18,27 euros par action (sous réserve d'ajustement arithmétique dans l'hypothèse de division ou regroupement ultérieur du nombre d'actions de la Société), pour un montant minimum de 1.000.000 euros (prime d'émission incluse), ou - réalisée afin de financer une opération de croissance externe par la Société ou une Filiale (i.e. toute acquisition, directe ou indirecte, de fonds de commerce ou de participations d'une société, autre qu'une Filiale à la Date de Réalisation), ou - pour laquelle le droit préférentiel de souscription attaché aux actions ordinaires détenues par le porteur des ADP E et par les porteurs des ADP F aura été maintenu et à laquelle ceux-ci auront décidé de ne pas souscrire.
Eutopia	désigne EUTOPIA PREFERRED FPCI, fonds professionnel de capital investissement régi par les articles L. 214-159 et suivants du Code monétaire et financier, représenté par sa société de gestion, EUTOPIA GESTION, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 9 rue des Filles Saint-Thomas-75002 Paris et dont le numéro d'identification unique est 844 880 047 R.C.S. Paris.
Filiale	désigne la société The Songs Laboratory (RCS Paris 851 889 618) et toute autre société que la Société viendrait à Contrôler.

Flux Reçus	désigne, sans double comptage, (i) toute somme en numéraire versée par la Société ou toute société du Groupe à un titulaire d'ADP F concerné, à tout moment pendant la période comprise entre la Date de Réalisation 2025 (incluse) et la date de Liquidité (incluse), à raison des ADP F souscrits ou achetés (en ce compris, notamment, à la suite d'une distribution de dividendes, d'acomptes sur dividendes, de primes ou de réserve ou de toute autre distribution ou rachat d'actions ou d'une réduction de capital ou de toute opération de recapitalisation du Groupe et (ii) toute autre somme en numéraire, actifs ou titres reçus par le titulaire concerné dans le cadre de la Liquidité au titre du transfert, directement ou indirectement, ou de la détention (s'agissant d'un partage dans le cadre d'une Liquidation) des ADP F qu'il détient, à tout moment pendant la période comprise entre la Date de Réalisation 2025 (incluse) et la date de Liquidité (incluse).
Flux Versés	désigne, sans double comptage, (i) toute somme versée en numéraire (en ce compris toute prime d'émission) par un titulaire d'ADP F, ou tout apport en nature réalisé par ledit titulaire, à la Société ou à toute société du Groupe (à la Date de Réalisation, ou postérieurement à cette dernière, et jusqu'à la date de Liquidité incluse) au titre de la souscription ou de l'acquisition des ADP F détenues par ledit titulaire ; et (ii) plus généralement, tout paiement fait par le titulaire concerné à la Société ou à toute société du Groupe (à la Date de Réalisation 2025, ou postérieurement à cette dernière, et jusqu'à la date de Liquidité incluse) au titre des ADP F qu'il détient, à l'exception des avances en compte courant d'associés et de tous frais refacturés aux sociétés du Groupe.
Groupe	désigne ensemble la Société et toute Filiale.
Investisseur	désigne EXPERIENCED CAPITAL PARTNERS, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 174, rue de Rivoli, 75001 Paris, et dont le numéro unique d'identification est 817 633 605 RCS Paris.
IPO	désigne la première cotation de tout ou partie des Actions (y compris le cas échéant sous la forme d' <i>American Depositary Shares</i> ou d' <i>American Depositary Receipts</i>) sur un marché réglementé de l'Union Européenne (arrêtée à la date des présentes) et le marché anglais, sur le <i>Nasdaq National Market</i> ou le <i>New-York Stock Exchange</i> , ainsi que le marché d'Euronext Growth ou d'Euronext Accés à Paris.

Liquidité	désigne une Sortie ou une Cession de Contrôle ou une Cession Industrielle sous réserve pour ces deux derniers cas de l'exercice par le titulaire d'ADP E et par le(s) titulaire(s) d'ADP F de son(leur) droit de sortie conjointe totale tel que prévu au Pacte.
Multiple	désigne le montant égal à la fraction ayant pour numérateur les Flux Reçus par un titulaire d'ADP F concerné et pour dénominateur les Flux Versés par le titulaire d'ADP F concerné, au titre des ADP F qu'il détient.
Opération Impactante	désigne toute opération juridique modifiant négativement les avantages particuliers des ADP E et/ou ADP F intervenant dans une Procédure Collective de la Société.
Pacte	désigne le pacte d'associés en vigueur au sein de la Société conclu le 28 juillet 2022, tel qu'amendé le 13 mai 2025.
Procédure Collective	désigne une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou d'une liquidation judiciaire (à l'exclusion du mandat ad hoc et de la conciliation).
Produit de Cession	désigne le prix retenu par l'acquéreur sur la base d'une valorisation de 100% des titres de la Société sur une base pleinement diluée dans le cadre d'une Liquidité (autre qu'une Liquidation), étant précisé que pour les seuls besoins de la détermination du Produit de Cession, si la rémunération facturée et non encaissée par EXPERIENCED CAPITAL MANAGEMENT depuis le 1 ^{er} mai 2025 au titre de la Convention d'Assistance (la « Rémunération ECM ») a été déduite pour déterminer le prix susvisé de l'acquéreur, lors de l'ajustement financier permettant de passer de la valeur d'entreprise à la valeur des titres dans le cadre de la Liquidité, alors celle-ci sera, pour la détermination du Produit de Cession, réintégrée dans le prix retenu par l'acquéreur.
Rendement Contractuel	a le sens qui lui est donné à l'article 2 ci-après.
Société	désigne SINGTIME, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 40 avenue de la République, 75011 Paris, identifiée sous le numéro 793 501 487 RCS Paris.
Sortie	désigne : - le transfert, directement ou indirectement, de l'intégralité des titres de la Société (incluant les ADP E et les ADP F), ou - une liquidation (amiable ou judiciaire) de la Société (la « Liquidation »).

TRI	désigne le taux de rentabilité interne annuel (TRI) du projet, sur la base de la chronologie des Flux Versés et Flux Reçus, en tenant compte de la date à laquelle les Flux Versés ou les Flux Reçus seront, selon le cas, versés ou reçus, étant précisé que les Flux Versés seront affectés d'une valeur négative et que les Flux Reçus seront affectés d'une valeur positive et calculé selon la formule suivante : $\sum_{i=0}^n \frac{Fi}{\left(1 + TRI\right)^{\left(\frac{i}{365}\right)}}$ Où : - « Fi » désigne le i-ème Flux Reçu (si positif) ou le i-ème Flux Versé (si négatif), selon le cas, le jour i ; - « i » désigne le nombre de jours écoulés à compter de la Date de Réalisation 2025 (incluse) jusqu'à la date (incluse) d'encaissement d'un Flux Reçu ou de versement d'un Flux Versé, selon le cas ; - « n » désigne le nombre de jours écoulés à compter de la Date de Réalisation 2025 (incluse) jusqu'à la date de Liquidité (incluse).
------------	---

Les ADP E et les ADP F présenteront les caractéristiques suivantes :

1. Termes et conditions des ADP E et des ADP F

Conformément à la faculté offerte par l'article L. 228-11 du Code de commerce, les ADP E et les ADP F ne portent aucun droit de vote dans les décisions collectives des associés de la Société, sauf en Assemblées Spéciales (tel que ce terme est défini ci-après) pour lesquelles à chaque ADP E et à chaque ADP F est attaché un (1) droit de vote.

Chaque ADP E et chaque ADP F donne à son titulaire les mêmes droits de représentation lors des décisions collectives des associés de la Société et d'information qu'une action ordinaire de la Société.

Ainsi, chaque titulaire d'ADP E et chaque titulaire d'ADP F sera informé sur la marche des affaires sociales de la Société et recevra communication des documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts de la Société.

Dans le cadre de la prise de décisions de la collectivité des associés de la Société :

- en cas de réunion d'une assemblée générale des associés, ils seront convoqués à la réunion dans les mêmes conditions et délais que ces derniers et ne disposeront d'aucun droit de vote au titre des ADP E et/ou des ADP F qu'ils détiennent ;
- en cas de consultation écrite ou de la soumission à la signature des associés d'un acte constatant les décisions unanimes des associés, les documents relatifs aux décisions soumises aux associés seront adressés pour information aux titulaires d'ADP E et d'ADP F dans les mêmes conditions que les autres associés.

Les ADP E et les ADP F sont dépourvues de droit préférentiel de souscription, sauf en cas d'émission, respectivement, de nouvelles ADP E ou de nouvelles ADP F.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et distribution d'actions gratuites, distribution de dividendes sous forme d'actions ou attribution d'actions gratuites, les actions attribuées en vertu des droits attachés aux ADP E et aux ADP F seront elles-mêmes des ADP E ou, respectivement, des ADP F.

Dans l'hypothèse de regroupement ou division de la valeur nominale des actions de la Société (ou autres opérations équivalentes), les actions attribuées au titre des ADP E et des ADP F seront elles-mêmes, respectivement, des ADP E ou des ADP F.

Les droits financiers attachés aux ADP E et aux ADP F sont décrits à l'article 2 ci-après.

2. **Droits financiers attachés aux ADP E et aux ADP F**

2.1. **Rendement Contractuel**

Les ADP E et les ADP F donnent droit à leurs titulaires un droit de préférence, par rapport aux autres catégories d'actions (en ce compris les actions ordinaires), sur toutes les distributions de dividendes, réserves ou primes, acomptes sur dividende ou de toute autre nature, en ce compris à raison de tout rachat de titres par la Société (à l'exception de la rémunération facturée par EXPERIENCED CAPITAL MANAGEMENT au titre de la Convention d'Assistance avant le 1^{er} mai 2025), dans les conditions précisées ci-après.

a. Rendement Contractuel ADP E

- (i) Chaque ADP E confère à son titulaire, au titre de chaque exercice, à compter de la date de son émission ou d'attribution de l'ADP E concernée, le droit (exclusif de tout autre droit à distribution mais sans préjudice du droit aux Produits ADP E) à la perception d'un dividende précipitaire, reportable et cumulatif, prélevé en priorité sur toute autre distribution, égal à 10% par an (le « **Taux de Rendement Contractuel ADP E** »), capitalisé annuellement, de son prix de souscription (valeur nominale augmentée de la prime d'émission) (le « **Rendement Contractuel ADP E** »).
- (ii) Il est précisé que le Rendement Contractuel ADP E sera calculé (i) à compter de la date d'émission ou d'attribution de l'ADP E concernée et jusqu'à la date de paiement effectif du Rendement Contractuel ADP E et (ii) sur le fondement d'une année de 360 jours, étant précisé qu'en cas de calcul du Rendement Contractuel ADP E afférents à une période inférieure à 360 jours, ledit Rendement Contractuel ADP E sera déterminé pour cette période en multipliant (i) le taux applicable par le rapport entre (a) le nombre réel de jours calendaires de la période concernée et (b) 360 jours.

Le Rendement Contractuel ADP E sera capitalisé annuellement à chaque date anniversaire de la date d'émission ou d'attribution des ADP E, conformément aux dispositions de l'article 1343-2 du Code civil.

Le montant du Rendement Contractuel ADP E auquel donnera droit chaque ADP E est calculé à chaque date anniversaire de la date d'émission ou d'attribution des ADP E pour une période de douze (12) mois correspondant à 360 jours (la « **Période de Capitalisation ADP E** »).

A titre d'exemple, la première Période de Capitalisation ADP E était du 28 juillet 2022 (inclus) jusqu'au 28 juillet 2023 (exclu).

- (iii) A partir du 28 juillet 2024, une réduction du Taux de Rendement Contractuel de 0,5% par ADP E sera mise en œuvre si les critères ESG, tel que validés par le Comité Stratégique statuant à la Majorité Renforcée (tel que ce terme est défini dans le Pacte) sont atteints, soit un Taux de Rendement Contractuel ramené à 9,5% par ADP E (capitalisé annuellement).
- (iv) A partir du 1^{er} janvier 2025, une réduction supplémentaire du Taux de Rendement Contractuel de 0,5% par ADP E sera mise en œuvre si le niveau d'EBITDA Ajusté Minimum au titre de l'exercice social précédent est atteint, soit un taux ramené au total à 9% par ADP E (capitalisé annuellement) ; étant précisé que si l'EBITDA Ajusté Minimum n'est pas atteint lors d'un exercice social, alors la réduction de 0,5% du Taux de Rendement Contractuel ne s'appliquera pas pour l'exercice social qui suit et ne s'appliquera, le cas échéant, qu'à compter du 1^{er} janvier suivant celui au cours duquel le critère d'EBITDA Ajusté Minimum aura été constaté.

Les modalités de contestation de la détermination de l'EBITDA Ajusté sont détaillées à l'article 6 ci-dessous.

- (v) En cas d'émission de nouvelles ADP E après l'émission de la première ADP E, les ADP E seront alors classées, à des fins d'identification seulement, en autant de sous-catégorie que de dates d'émission (le mois et l'année étant alors ajoutés dans l'identification de la sous-catégorie concernée) afin de permettre le calcul des différents Rendement Contractuel ADP E en fonction de leur date d'émission sans pour autant que lesdites ADP E ne constituent une catégorie ou une classe différente.

b. Rendement Contractuel ADP F

Chaque ADP F confère à son titulaire, au titre de chaque exercice, à compter de la date de son émission ou d'attribution, le droit (exclusif de tout autre droit à distribution mais sans préjudice du droit aux Produits ADP F) à la perception d'un dividende précipitaire, reportable et cumulatif, prélevé en priorité sur toute autre distribution (autre qu'une distribution au titre du Rendement Contractuel ADP E), égal au montant le plus élevé des montants suivants (a) au montant permettant à son titulaire de réaliser un Multiple de deux (2) au titre des ADP F qu'il détient et (B) au montant permettant à son titulaire de réaliser un TRI de 20% au titre des ADP F qu'il détient (le « **Rendement Contractuel ADP F** », ensemble avec le Rendement Contractuel ADP E, le « **Rendement Contractuel** »).

c. Dispositions communes au Rendement Contractuel

Le Rendement Contractuel déterminé annuellement dans les conditions visées aux présentes étant cumulatif, si le bénéfice distribuable d'un exercice est insuffisant pour attribuer aux titulaires, selon le cas, d'ADP E ou d'ADP F, la totalité du Rendement Contractuel dû au titre de cet exercice, ou si les associés de la Société décident pour quelque raison que ce soit de ne pas voter la distribution de l'intégralité du Rendement Contractuel, la partie non attribuée du Rendement Contractuel sera reportée de plein droit et de manière cumulative sur les sommes dues au titre des exercices ultérieurs et attribuée dans les conditions visées aux présentes.

Ainsi, le Rendement Contractuel non distribué au titre d'un ou plusieurs exercices sera distribué par priorité (i) sur toutes distribution de dividendes (en ce compris toute distribution exceptionnelle et toute distribution de réserves distribuables, primes, boni de fusion) au titre du ou des exercices suivants les plus proches (sans limitation de durée), augmentant d'autant le montant du Rendement Contractuel dû au titre du ou des exercices postérieurs selon le cas et (ii) sur les sommes mises en réserve par la Société au titre d'exercices antérieurs.

Le paiement des dividendes dus au titre des actions ordinaires sera subordonné au paiement du Rendement Contractuel aux ADP E et aux ADP F, étant précisé que le Rendement Contractuel ADP E sera distribué aux ADP E par priorité sur le Rendement Contractuel ADP F revenant aux ADP F.

Sous réserve de l'existence de sommes distribuables conformément aux dispositions de l'article L. 232-11 du Code de commerce et de la décision souveraine des associés de la Société de procéder à une distribution conformément aux dispositions de l'article L. 232-12 dudit Code, aucune distribution de dividendes (en ce compris toute distribution exceptionnelle et toute distribution de réserves distribuables, primes, boni de fusion) ne pourra être décidée et versée tant que le Rendement Contractuel n'aura pas été versé aux ADP E et aux ADP F, sans préjudice du droit pour les titulaires d'ADP E et d'ADP F de bénéficier du droit au versement du Montant Prioritaire (tel que ce terme est défini ci-après).

En cas de réduction de capital motivée par des pertes, le montant de ladite réduction sera imputé en priorité dans les mêmes proportions sur les actions ordinaires et elle ne pourra être imputée sur les ADP E ou sur les ADP F que pour autant qu'elle n'aura pu être totalement imputée sur les actions ordinaires.

En cas de réduction de capital non motivée par des pertes, les titulaires d'ADP E et les titulaires d'ADP F auront un droit prioritaire, par rapport aux titulaires d'actions ordinaires, plafonné au Montant Prioritaire, pour demander le rachat de leurs ADP E et de leurs ADP F. Le solde de tout montant affecté à ladite réduction de capital après paiement du Montant Prioritaire sera distribué et réparti conformément aux règles applicables aux Produits Restants visé au paragraphe C(ii).

2.2. Droits dans le Boni ou le Produit de Cession :

En cas de Liquidité et sans préjudice du Rendement Contractuel ADP E, les ADP E donnent droit ensemble à 1,5% du Boni ou du Produit de Cession (selon le cas) revenant au Capital Dilué de Référence, diminué du Montant Prioritaire ADP E (tel que ce terme est défini ci-après) (les « **Produits ADP E** »), soit, pour une ADP E, 0,00375 % de ladite somme.

Un exemple chiffré figure en **Annexe A** des présentes.

En cas de Liquidité et sans préjudice du Rendement Contractuel ADP F, les ADP F donnent droit ensemble à 8,5% du Boni ou le Produit de Cession (selon le cas) revenant au Capital Dilué de Référence, diminué du Montant Prioritaire ADP E, du Montant Prioritaire ADP F et des Produits ADP E (tels que ces termes sont définis ci-après) (les « **Produits ADP F** »), soit, pour une ADP F, 0,17 % de ladite somme.

Un exemple chiffré figure en **Annexe B** des présentes.

2.3. Règle de répartition du Boni ou du Produit de Cession

En cas de Liquidité, le Boni ou le Produit de Cession (selon le cas) sera réparti entre les différentes catégories d'actions émises par la Société (en ce compris les ADP E, les ADP F et les actions ordinaires) en respectant les règles suivantes et les rangs de priorité suivants :

(i) **Versement du Rendement Contractuel ADP E et du Produit ADP E**

Chaque ADP E percevra, en priorité sur le Produit de Cession, un montant égal à la somme (i) de son prix de souscription (augmentée le cas échéant de la prime d'émission), (ii) du Rendement Contractuel ADP E dû à l'ADP E concernée au titre de l'exercice en cours jusqu'à la date de Liquidité (*prorata temporis*) augmenté, s'il y a lieu, de tout Rendement Contractuel ADP E dû au titre d'exercices antérieurs et non encore mis en paiement à la date de réalisation de la Liquidité (ensemble le « **Montant Prioritaire ADP E** ») et (iii) du Produit ADP E divisé par le nombre d'ADP E concernées par l'opération de Liquidité (le « **Rang 1** »).

Le solde du Produit de Cession après prélèvement du Rang 1 sera ci-après désigné le « **Solde 1** ».

Il est précisé qu'au cas où le Boni ou le Produit de Cession (selon le cas) ne serait pas suffisant pour assurer le paiement de la totalité du Montant Prioritaire ADP E et des Produits ADP E à tous les titulaires d'ADP E, le Boni ou le Produit de Cession (selon le cas) serait réparti entre eux au prorata du montant maximum que chacun d'eux aurait dû respectivement recevoir au titre du présent paragraphe (i) sur le montant que l'ensemble des titulaires d'ADP E concernés par l'opération aurait dû recevoir au titre dudit paragraphe.

(ii) **Versement du Rendement Contractuel ADP F et du Produit ADP F**

Si le Solde 1 est positif, chaque ADP F percevra, de manière prioritaire, un montant égal à la somme (i) du Rendement Contractuel ADP F dû à l'ADP F concernée (le « **Montant Prioritaire ADP F** ») et avec le Montant Prioritaire ADP E, le « **Montant Prioritaire** », et (ii) du Produit ADP F divisé par le nombre d'ADP F concernées par l'opération de Liquidité (le « **Rang 2** »).

Le solde du Solde 1 après prélèvement du Rang 2 sera ci-après désigné le « **Solde 2** ».

Il est précisé qu'au cas où le Solde 1 ne serait pas suffisant pour assurer le paiement de la totalité du Montant Prioritaire ADP F et des Produits ADP F à tous les titulaires d'ADP F, le Solde 1 serait réparti entre eux au prorata du montant maximum que chacun d'eux aurait dû respectivement recevoir au titre du présent paragraphe (ii) sur le montant que l'ensemble des titulaires d'ADP F concernés par l'opération aurait dû recevoir au titre dudit paragraphe.

(iii) **Allocation aux actions ordinaires**

Si le Solde 2 diminué de la Rémunération ECM est positif, chaque action ordinaire en circulation à la date de Liquidité et concernée par l'opération de Liquidité, percevra un montant égal au Solde 2 diminué de la Rémunération ECM divisé par le nombre d'actions ordinaires de la Société concernées par l'opération de Liquidité.

Il est convenu que l'allocation aux actions ordinaires en application du présent paragraphe (iii) sera subordonnée au règlement préalable par la Société de la Rémunération ECM. En conséquence, les titulaires d'actions ordinaires s'abstiendront de percevoir ladite allocation tant que la Rémunération ECM n'aura pas été acquittée par la Société.

3. Droit de conversion des ADP E et des ADP F

(a) Cas de Conversion

En cas d'Opération Impactante, chaque ADP E et chaque ADP F pourront être converties en action(s) ordinaire(s) de la Société, à l'initiative de leur titulaire, selon la parité de conversion déterminée ci-après.

En cas d'IPO, l'intégralité des ADP E et des ADP F sera automatiquement et de plein droit, convertie en actions ordinaires de la Société, selon la parité de conversion déterminée ci-après.

(b) Parité de conversion des ADP E et des ADP F

Le nombre d'actions ordinaires de la Société (N_{AO}) auquel donnera droit chaque ADP F sera déterminé selon la formule suivante :

$$N_{AO} = N_{ADP\ F} \times (V_{ADP\ F} / V_{AO})$$

Le nombre d'actions ordinaires de la Société (N_{AO}) auquel donnera droit chaque ADP E sera déterminé selon la formule suivante :

$$N_{AO} = N_{ADP\ E} \times (V_{ADP\ E} / V_{AO})$$

Où :

- N_{AO} signifie le nombre d'actions ordinaires créées par conversion des ADP E et des ADP F ;
- $N_{ADP\ E}$ signifie le nombre d'ADP E en circulation à la date considérée ;
- $N_{ADP\ F}$ signifie le nombre d'ADP F en circulation à la date considérée ;
- $V_{ADP\ E}$ signifie la valeur unitaire des ADP E égale au Montant Prioritaire ADP E de chaque ADP E augmenté, s'il y a lieu, du Produit ADP E revenant à chaque ADP E (étant précisé qu'en cas d'IPO, $V_{ADP\ E}$ sera calculée en appliquant les principes de répartition prévus à l'article 2.3 pour déterminer la valeur revenant à chaque ADP E en fonction du prix d'introduction des titres de la Société) ;
- $V_{ADP\ F}$ signifie la valeur unitaire des ADP F égale au Montant Prioritaire ADP F de chaque ADP F augmenté, s'il y a lieu, du Produit ADP F revenant à chaque ADP F (étant précisé qu'en cas d'IPO, $V_{ADP\ F}$ sera calculé en appliquant les principes de répartition prévus à l'article 2.3 pour déterminer la valeur revenant à chaque ADP F en fonction du prix d'introduction des titres de la Société) ;
- V_{AO} signifie la valeur unitaire à la date considérée d'une action ordinaire existant préalablement à la conversion de toute actions de préférence, déterminée comme suit :
 - En cas d'IPO, V_{AO} sera égale au prix unitaire d'admission des actions ordinaires fixé par le Comité stratégique de la Société lors de l'IPO ;
 - En cas d'Opération Impactante autre qu'une Liquidation, V_{AO} sera égale à la valeur d'une action déterminée d'un commun accord entre la Société et le ou les titulaires d'ADP E et/ou d'ADP F concernés et à défaut d'accord, par un expert désigné et agissant conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, la décision de l'expert liant les parties concernées et ne pourra faire l'objet d'aucune

contestation, sauf erreur grossière ;

- En cas de Liquidation, V_{AO} sera égale à la valeur nette de liquidation par action déterminée dans le cadre de la liquidation concernée.

Il est précisé que si V_{AO} est négatif ou nul, V_{AO} sera réputée égale à 1.

La conversion des ADP E et des ADP F ne pourra donner lieu qu'à la souscription d'un nombre entier d'actions ordinaires. En conséquence, les titulaires d'ADP E et d'ADP F feront leur affaire personnelle de tout éventuel rompu, étant précisé qu'à défaut d'accord entre les titulaires d'ADP E et d'ADP F sur le traitement de tout éventuel rompu, le nombre d'actions ordinaires revenant à chacun d'eux sera arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.

Dans l'hypothèse où la conversion des ADP E et des ADP F en actions ordinaires résulterait en une augmentation de capital, la valeur nominale des actions ordinaires ainsi émises sur conversion au-delà de la valeur nominale des ADP E et des ADP F sera libérée par incorporation de tout ou partie de la prime d'émission versée lors de la souscription des ADP E et des ADP F, ainsi que de toute autre réserve et prime, ainsi que par incorporation de bénéfices.

Si les réserves et primes figurant aux capitaux propres de la Société sont insuffisantes pour assurer la conversion de toutes les ADP E et de toutes les ADP F en actions ordinaires à la date de conversion, les associés de la Société prendront les mesures nécessaires (réduction de capital préalable, autres...) afin de permettre une telle conversion, sans que lesdites mesures affectent les droits économiques respectifs des associés.

4. Préservation des droits du titulaire des ADP E et des ADP F

Tant qu'il existera des ADP E ou des ADP F en circulation, les droits des titulaires des ADP E ou des ADP F seront réservés dans les conditions prévues à l'article L. 225-99 du Code de commerce, de sorte que la décision de la collectivité des associés de la Société de modifier les droits attachés aux ADP E et/ou aux ADP F ne sera définitive qu'après approbation par l'assemblée spéciale des titulaires d'ADP E et par l'assemblée spéciale des titulaires d'ADP F, le cas échéant, ou en cas d'unique titulaire, par ce dernier (l'« **Assemblée Spéciale** »), de sorte qu'en cas de refus d'approbation par la ou les Assemblées Spéciales concernées, la Société ne pourra pas procéder aux modifications projetées et étant que toute réduction de capital à zéro non motivée par des pertes est constitutive d'une modification des droits attachés aux ADP E et aux ADP F.

Chaque Assemblée Spéciale délibère et statue dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'article L. 225-99 du Code de commerce.

La convocation desdites Assemblées Spéciales est faite dans les mêmes conditions de forme et de délai que celle des consultations de la collectivité des associés, telles que figurant dans les statuts de la Société. Les titulaires d'ADP E et d'ADP F peuvent également prendre leurs décisions par consultation écrite ou par la signature d'un acte sous seing privé exprimant leur consentement unanime dans les mêmes conditions que la collectivité des associés de la Société, telles que prévues dans les statuts de la Société.

Conformément à l'article L. 228-17 du Code de commerce, en cas de fusion ou de scission, les ADP E ou les ADP F pourront être échangées contre des actions des sociétés bénéficiaires du transfert de patrimoine comportant des droits particuliers équivalents ou selon une parité d'échange spécifique tenant compte des droits particuliers des ADP E ou les ADP F. La fusion ou la scission sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Spéciale concernée.

5. Assimilation

Au cas où la Société émettrait ultérieurement de nouvelles actions de préférence jouissant des mêmes droits et entièrement assimilables aux ADP E ou aux ADP F, et sous réserve de l'accord préalable de l'Assemblée Spéciale concernée, elle pourra unifier, pour l'ensemble de ces actions de préférence, leur régime juridique applicable, auquel cas toutes ces actions de préférence seront régies par les mêmes termes et conditions et l'ensemble des porteurs de ces actions de préférence seront groupés en une masse unique.

6. Modalités de contestation de la détermination de l'EBITDA Ajusté

En cas de contestation, la Société et le titulaire d'ADP E pourront avoir recours à un expert désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce ou du Tribunal des activités économiques dans le ressort duquel est situé le siège social de la Société statuant en la forme accélérée au fond sans recours possible, conformément aux dispositions de l'article 1592 du Code civil ; étant précisé que dans l'hypothèse où l'expert ne serait pas disponible, refuserait la mission, ou ne serait pas en mesure de remplir sa mission pour quelque raison que ce soit, les parties concernées devront dans les dix (10) jours de la constatation de l'empêchement du premier expert, faire nommer un nouvel expert dans les conditions exposées ci-dessus, jusqu'à ce qu'un expert soit désigné ; la mission de l'expert sera strictement limitée à la détermination de l'EBITDA Ajusté, conformément aux termes des présentes, et l'expert ne sera pas autorisé à réviser ou amender les présents termes et conditions.

A compter de l'acceptation de sa mission, l'expert disposera d'un délai de trente (30) jours, sauf prorogation décidée d'un commun accord entre toutes les parties concernées, pour exécuter sa mission et remettre son rapport simultanément à toutes les parties concernées. Ce rapport ne sera soumis à aucune condition de forme.

Dans le cadre de l'exercice de sa mission, l'expert désigné devra respecter le principe du contradictoire et inviter les parties à formuler leurs observations et produire tous les documents susceptibles de justifier leurs positions respectives.

L'expert désigné devra indiquer le montant d'EBITDA Ajusté. La décision de l'expert ne pourra, sauf erreur grossière, faire l'objet d'aucun recours, auquel les parties renoncent expressément.

Les frais d'expertise seront supportés comme suit :

- (a) si l'expert décide dans son rapport que le montant d'EBITDA Ajusté définitivement fixé excède le montant d'EBITDA Ajusté Minimum, le cas échéant, les frais d'expertise seront supportés par le titulaire d'ADP E ; et
- (b) si l'expert décide dans son rapport que le montant d'EBITDA Ajusté définitivement fixé n'excède le montant d'EBITDA Ajusté Minimum, le cas échéant, les frais d'expertise seront supportés par la Société.

Annexe A

Exemple des Produits ADP E en cas de Liquidité

Circularité

1

Paramètres deal Eutopia - rachat fondateur

Rachat Arnaud

1 000 000

Pref

1,5x

VT Rachat

30 000 000

ppa 18,27

VT rachat réel 29 995 357,14

Rachat réel 1 000 008,45

Table de Capitalisation pré-manpack

AO pré-op

AO post op

% AO

Arnaud Studer

923 701

868 966

52,9%

ECP

718 081

718 081

43,7%

Eutopia

0

54 735

3,3%

Total

1 641 782

1 641 782

100,0%

Valorisation de Sortie (€)

Date de cession

31/12/2026

EBITDA

6 000 000

x Multiple EBITDA

12,0x

= VE

72 000 000

- DFN (base sortie 31/12/2026)

(8 386 000)

- Mangement fees ECM avant 1er mai 2025

(225 000)

- Mangement fees ECM après 1er mai 2025

(497 000)

- ADP E 2022

(6 135 743)

- ADP F 2025

(1 000 000)

- Honoraires variables fondateur

(330 222)

- Equity Kicker ADP E 2022

(750 000)

- Equity Kicker ADP F 2025

(4 250 000)

+ Produits Exercice BSPCE

1 036 897

- Frais de Sortie

(1 800 000)

% VE

2,5%

49 662 932

= Produit

49 662 932

Encaissements Projet

48 956 257

Produits de Cession Totaux Nets revenant aux actionnaires

61 092 000

T&Cs ADP E

Date de Réalisation tranche #1

29/07/2022

Prix de souscription tranche #1

4 000 000

Taux de Rendement Contractuel

10%

Réduction base critère ESG

Atteinte (oui = 1) 0

Date 30/06/2024

0,5%

Réduction base critère EBITDA Ajusté

Atteinte (oui = 1) 0

Date 01/01/2025

0,5%

Période de Capitalisation (# jours)

360

Rendement Contractuel

2 135 743

Montant Prioritaire ADP E Période 1

BoP 29/07/2022

EoP 30/06/2024

4 816 990

Montant Prioritaire ADP E Période 1 + Période 2

BoP 30/06/2024

EoP 31/12/2024

5 057 455

Montant Prioritaire ADP E P1 + P2 + P3

BoP 31/12/2024

EoP 31/12/2026

6 135 743

Montant Prioritaire ADP Eutopia

6 135 743

Base critère EBITDA Ajusté

EBITDA Ajusté Minimum

4 000 000

EBITDA Ajusté Réalisé

3 000 000

Base critère TRI

Flux versés

Date flux 29/07/2022

(5 000 000)

Flux reçus

Date flux 31/12/2026

11 095 256

TRI Global Eutopia

18,9%

TRI minimum

20,0%

2ème anniversaire de la Date de Réalisation

29/07/2024

Cession avant le 2ème anniversaire (oui = 1)

0

Déclenchement réhaussement du Taux de Rendement Contractuel (oui = 1)

0

Taux de réhaussement

1,0%

Produit de Cession / Boni

61 589 000

Produits Restants

55 453 257

Quote-Part de Référence

55 453 257

Produits ADP E (Equity Kicker)

%Equity Kicker 1,5%

750 000

ADP F

Date de Réalisation ADP F

01/05/2025

Prix de souscription ADP F

500 000

... ow Arnaud Studer

0,0%

250 000

... ow ECP

50,0%

250 000

... ow Eutopia

50,0%

250 000

Rendement Contractuel

BoP 01/05/2025

EoP 31/12/2026

1 000 000

Montant Prioritaire ADP F

1 000 000

Taux de Rendement Contractuel

20%

MM minimum

2,00x

Produit de Cession / Boni

Produits Restants

53 703 257

Quote-Part de Référence

53 703 257

Produits ADP F (Equity Kicker)

%Equity Kicker 8,5%

4 250 000

Check

0,00000

Produits pré-ajustement liquid pref, pré-manpack et pré-retraitement honoraires variables

Arnaud Studer

25 911 676

ECP

21 412 440

Eutopia

1 632 142

Multiple pré-ajustement Nouvel Entrant

1,6x

Ajustement Pref pour Nouvel Entrant

-

Produits post-ajustement liquid pref, pré-manpack et pré-retraitement honoraires variables

Prod (théorique)

% Prod (théo)

AO

Produits

% Produits

Arnaud Studer

25 911 676

52,9%

868 966

25 911 676

52,9%

ECP

21 412 440

43,7%

718 081

21 412 440

43,7%

Eutopia

1 632 142

3,3%

54 735

1 632 142

3,3%

Multiple post-ajustement Nouvel Entrant

1,6x

Définitions & Calculs Intermédiaires (€)

Décassements AK 15/02/2018

4 088 725

Décassements Rachat 15/02/2018

399 997

Décassements Rachat Mino mai 2018

429 628

Décassements

4 918 351

Encaissements

23 412 587

Multiple Net ECP

4,76x

Pourcentage de Référence ECP

43,74%

Décassement de Référence

11 245 055

Pourcentage de Référence Fondateur

52,93%

Super-Plus Value Fondateur

5,0%

4,00x

3 495 618

Super-Plus Value Managers

3,0%

2,00x

26 466 147

...dont Super Plus-Value entre 2x et 3x

3,0%

11 245 055

...dont Super Plus-Value au-delà de 3x

5,0%

3,00x

15 221 092

Produits Nets à recevoir Managers / Rétrocession Nette BSPCE Manager & BSPCE Manager 2022

1 098 406

Honoraires Variables Fondateur

330 222

Distribution des produits AO post-manpack managers pré-retraitement des honoraires variables

Produits equity brut post-manpack managers

Produits equity net

AO

%

Produits

Arnaud Studer

868 966

50,7%

25 155 528

ECP

718 081

41,9%

20 787 587

Eutopia

54 735

3,2%

1 584 513

Managers

73 761

4,3%

2 135 303

Total

1 715 543

48 626 035

(0)

Distribution des produits totaux revenant aux actionnaires

Produits AO nets post retraitement honos variables

Produits ADP E1 et E 2025

Produits totaux nets

MoM

Arnaud Studer

25 485 750

52,1%

-

0,0%

25 485 750

13,1%

ECP

20 787 587

42,5%

2 625 000

21,6%

23 412 587

45,1%

Eutopia

1 584 513

3,2%

9 510 743

78,4%

11 095 256

2,1x

Managers

1 098 406

2,2%

-

0,0%

1 098 406

Total

48 956 257

12 135 743

61 092 000

(0)

Nb Total de BSPCE Managers + BSPCE Managers 2022 attribuables

100

Calcul Conversion BSPCE Managers (€)

Valeur de Titres

49 662 932

Nb AO post exercice BSPCE Managers + BSPCE Managers 2022

1 715 543

Prix par AO

28,95

BSPCE Manager

20

Rétrocession Nette Managers

219 681

Prix d'exercice BSPCE

7,06

Coût Exercice

70 789,5

AO à émettre BSPCE Managers

10 034

Parité de conversion

501,70

Produits bruts à recevoir

290 471

Calcul TRI Eutopia par tranche

TRI ADP E

29/07/2022

13,1%

TRI ADP F

01/05/2025

309,3%

TRI AO

31/12/2026

11,0%

TRI Global

18,9%

Calcul TRI Global Eutopia

29/07/2022

-5 000 000

01/05/2025

-250 000

31/12/2026

11 095 256

Calcul TRI ECP

15/02/2018

(4 918 351)

01/05/2025

(250 000)

31/12/2026

23 412 587

TRI GI

19,0%

Calcul Conversion BSPCE Managers 2022 (€)

Valeur de Titres

49 662 932

Nb AO post exercice BSPCE Managers + BSPCE Managers 2022

1 715 543

Prix par AO

28,95

BSPCE Manager

80

Rétrocession Nette Managers 2022

878 725

Prix d'exercice BSPCE Managers 2022

15,16

Coût Exercice

966 107,7

AO à émettre BSPCE Managers

63 727

Parité de conversion

796,59

Produits bruts à recevoir

1 844 833

Annexe B

Exemple des Produits ADP F en cas de Liquidité

Circularité

1

Paramètres deal Eutopia - rachat fondateur

Rachat Arnaud

1 000 000

Pref

1,5x

VT Rachat

30 000 000

ppa 18,27

VT rachat réel 29 995 357,14

Rachat réel 1 000 008,45

Table de Capitalisation pré-manpack

AO pré-op

AO post op

% AO

Arnaud Studer

923 701

868 966

52,9%

ECP

718 081

718 081

43,7%

Eutopia

0

54 735

3,3%

Total

1 641 782

1 641 782

100,0%

Valorisation de Sortie (€)

Date de cession

31/12/2026

EBITDA

6 000 000

x Multiple EBITDA

12,0x

= VE

72 000 000

- DFN (base sortie 31/12/2026)

(8 386 000)

- Mangement fees ECM avant 1er mai 2025

(225 000)

- Mangement fees ECM après 1er mai 2025

(497 000)

- ADP E 2022

(6 135 743)

- ADP F 2025

(1 000 000)

- Honoraires variables fondateur

(330 222)

- Equity Kicker ADP E 2022

(750 000)

- Equity Kicker ADP F 2025

(4 250 000)

+ Produits Exercice BSPCE

1 036 897

- Frais de Sortie

(1 800 000)

% VE

2,5%

49 662 932

= Produit

49 662 932

Encaissements Projet

48 956 257

Produits de Cession Totaux Nets revenant aux actionnaires

61 092 000

T&Cs ADP E

Date de Réalisation tranche #1

29/07/2022

Prix de souscription tranche #1

4 000 000

Taux de Rendement Contractuel

10%

Réduction base critère ESG

Atteinte (oui = 1) 0

Date 30/06/2024

0,5%

Réduction base critère EBITDA Ajusté

Atteinte (oui = 1) 0

Date 01/01/2025

0,5%

Période de Capitalisation (# jours)

360

Rendement Contractuel

2 135 743

Montant Prioritaire ADP E Période 1

BoP 29/07/2022

EoP 30/06/2024

4 816 990

Montant Prioritaire ADP E Période 1 + Période 2

BoP 30/06/2024

EoP 31/12/2024

5 057 455

Montant Prioritaire ADP E P1 + P2 + P3

BoP 31/12/2024

EoP 31/12/2026

6 135 743

Montant Prioritaire ADP Eutopia

6 135 743

Base critère EBITDA Ajusté

EBITDA Ajusté Minimum

4 000 000

EBITDA Ajusté Réalisé

3 000 000

Base critère TRI

Flux versés

Date flux 29/07/2022

(5 000 000)

Flux reçus

Date flux 31/12/2026

11 095 256

TRI Global Eutopia

18,9%

TRI minimum

20,0%

2ème anniversaire de la Date de Réalisation

29/07/2024

Cession avant le 2ème anniversaire (oui = 1)

0

Déclenchement réhaussement du Taux de Rendement Contractuel (oui = 1)

0

Taux de réhaussement

1,0%

Produit de Cession / Boni

61 589 000

Produits Restants

55 453 257

Quote-Part de Référence

55 453 257

Produits ADP E (Equity Kicker)

%Equity Kicker 1,5%

750 000

ADP F

Date de Réalisation ADP F

01/05/2025

Prix de souscription ADP F

500 000

... ow Arnaud Studer

0,0%

250 000

... ow ECP

50,0%

250 000

... ow Eutopia

50,0%

250 000

Rendement Contractuel

BoP 01/05/2025

EoP 31/12/2026

1 000 000

Montant Prioritaire ADP F

1 000 000

Taux de Rendement Contractuel

20%

MM minimum

2,00x

Produit de Cession / Boni

Produits Restants

53 703 257

Quote-Part de Référence

53 703 257

Produits ADP F (Equity Kicker)

%Equity Kicker 8,5%

4 250 000

Check

0,00000

Produits pré-ajustement liquid pref, pré-manpack et pré-retraitement honoraires variables

Arnaud Studer

25 911 676

ECP

21 412 440

Eutopia

1 632 142

Multiple pré-ajustement Nouvel Entrant

1,6x

Ajustement Pref pour Nouvel Entrant

-

Produits post-ajustement liquid pref, pré-manpack et pré-retraitement honoraires variables

Prod (théorique)

% Prod (théo)

AO

Produits

% Produits

Arnaud Studer

25 911 676

52,9%

868 966

25 911 676

52,9%

ECP

21 412 440

43,7%

718 081

21 412 440

43,7%

Eutopia

1 632 142

3,3%

54 735

1 632 142

3,3%

Multiple post-ajustement Nouvel Entrant

1,6x

Définitions & Calculs Intermédiaires (€)

Décassements AK 15/02/2018

4 088 725

Décassements Rachat 15/02/2018

399 997

Décassements Rachat Mino mai 2018

429 628

Décassements

4 918 351

Encaissements

23 412 587

Multiple Net ECP

4,76x

Pourcentage de Référence ECP

43,74%

Décassement de Référence

11 245 055

Pourcentage de Référence Fondateur

52,93%

Super-Plus Value Fondateur

5,0%

4,00x

3 495 618

Super-Plus Value Managers

3,0%

2,00x

26 466 147

...dont Super Plus-Value entre 2x et 3x

3,0%

11 245 055

...dont Super Plus-Value au-delà de 3x

5,0%

3,00x

15 221 092

Produits Nets à recevoir Managers / Rétrocession Nette BSPCE Manager & BSPCE Manager 2022

1 098 406

Honoraires Variables Fondateur

330 222

Distribution des produits AO post-manpack managers pré-retraitement des honoraires variables

Produits equity brut post-manpack managers

AO

%

Produits

Arnaud Studer

868 966

50,7%

25 155 528

ECP

718 081

41,9%

20 787 587

Eutopia

54 735

3,2%

1 584 513

Managers

73 761

4,3%

2 135 303

Total

1 715 543

48 626 035

(0)

Distribution des produits totaux revenant aux actionnaires

Produits AO nets post retraitement honos variables

Produits ADP E1 et E 2025

Produits totaux nets

MoM

Arnaud Studer

25 485 750

52,1%

-

0,0%

25 485 750

13,1%

ECP

20 787 587

42,5%

2 625 000

21,6%

23 412 587

4,5x

Eutopia

1 584 513

3,2%

9 510 743

78,4%

11 095 256

2,1x

Managers

1 098 406

2,2%

-

0,0%

1 098 406

Total

48 956 257

12 135 743

61 092 000

(0)

Nb Total de BSPCE Managers + BSPCE Managers 2022 attribuables

100

Calcul Conversion BSPCE Managers (€)

Valeur de Titres

49 662 932

Nb AO post exercice BSPCE Managers + BSPCE Managers 2022

1 715 543

Prix par AO

28,95

BSPCE Manager

20

Rétrocession Nette Managers

219 681

Prix d'exercice BSPCE

7,06

Coût Exercice

70 789,5

AO à émettre BSPCE Managers

10 034

Parité de conversion

501,70

Produits bruts à recevoir

290 471

Calcul TRI Eutopia par tranche

TRI ADP E

29/07/2022

13,1%

TRI ADP F

01/05/2025

309,3%

TRI AO

31/12/2026

11,0%

TRI Global

18,9%

-250 000

01/05/2025

2 625 000

31/12/2026

-4 000 000

29/07/2022

6 885 743

31/12/2026

-1 000 000

29/07/2022

1 584 513

31/12/2026

Calcul TRI Global Eutopia

29/07/2022

-5 000 000

01/05/2025

-250 000

31/12/2026

11 095 256

Calcul TRI ECP

15/02/2018

(4 918 351)

01/05/2025

(250 000)

31/12/2026

23 412 587

TRI GI

19,0%